

Texte paru le jeudi 30 décembre 2004

L'école primaire bientôt réduite à faire la manche ?

GENÈVE • *Dans le contexte de diminution des ressources dédiées à l'éducation, c'est encore l'enseignement primaire qui est le plus touché, dénonce Olivier Baud.*

OLIVIER BAUD*

Quand les politiques et les citoyens prendront-ils vraiment conscience de l'importance de l'école primaire ? Au moment où le syndicat des enseignants romands (SER) adopte une résolution sur le financement de l'école obligatoire en réclamant notamment une meilleure répartition des ressources entre les ordres d'enseignement, force est de constater qu'à Genève, en particulier, la situation est grave. Regardons les chiffres : tout d'abord, les dépenses en matière d'éducation (comparaison entre 1990 et 2001, OFS 2003) diminuent drastiquement dans notre canton (GE - 16,7%) alors qu'elles augmentent partout dans le reste du pays (CH + 10,4%) mais, comme si cela ne suffisait pas, les effets de ces coupes sont inégalement répartis. En effet, s'il est compréhensible que la réduction du budget DIP induise une baisse sensible du coût de l'élève, il est assez étonnant de se rendre compte que c'est sur le parent pauvre que tombe le coup de massue. Ainsi, en francs constants, entre 1990 et 2003 (SRED 2003), le coût par élève du primaire a diminué de 23,8% ! Celui du post-obligatoire n'a baissé « que » de 13,6% ; cherchez l'erreur ! En 2003, l'élève du primaire coûte moitié moins que celui du CO en 1990...

Les inégalités se creusent, à l'image de notre société qui produit toujours plus d'exclus tout en dorlotant ses millionnaires. Mais l'école que nous défendons se refuse à être le reflet de cette société-là. Nous luttons contre cette double logique qui voudrait que d'une part soient favorisés les nantis au détriment des plus démunis et qui, d'autre part, procéderait de

même en ce qui concerne la formation en creusant l'écart entre les élites et les laissés pour compte. C'est pourquoi nous réclamons des moyens pour le primaire, de toute urgence, parce que nous sommes persuadés du rôle primordial que joue l'école pour permettre à tous les élèves de s'intégrer dans le monde de demain. La mission éducative de l'école doit pouvoir se développer pleinement, dès les premières années de scolarité. Cette reconnaissance est indispensable si nous voulons éviter le pire - celui qui se profile si nous continuons de la sorte en acceptant le démantèlement des services publics - à savoir une société de régression, celle du profit où le seul objectif est d'écraser l'autre pour survivre.

A l'heure où les questions sur l'école sont nombreuses - mais où les vrais débats font défaut - il serait regrettable que tout soit réglé par des choix négatifs, uniquement en fonction de l'absence de moyens. L'école enfantine obligatoire dès quatre ans serait sûrement un atout pour la formation dans son ensemble. Mais impossible de l'envisager sans moyens conséquents ! De même pour une réforme ambitieuse, capable de lutte contre l'échec scolaire.

Genève, pionnière bien souvent, serait-elle en train de dilapider l'héritage en sous-investissant dans l'éducation ? A regarder la situation dans le primaire, nous craignons d'aller droit à la catastrophe. Le primaire fait doublement les frais de la conjoncture et cela n'est pas acceptable. Dans ce contexte, les gesticulations et les arguties de l'Arle (*Association refaire l'école, ndlr.*) sur les vraies et les fausses notes font un peu penser au condamné à mort, sanglé, prêt pour l'injection létale, qui se préoccuperait de savoir s'il n'a pas oublié de prendre ses gouttes homéopathiques en prévention de la grippe. Les enseignants du primaire continuent et continueront à défendre le contre-projet du Conseil d'Etat parce qu'ils ne veulent pas d'une initiative inepte. Personne ne croit véritablement que les notes au quotidien, qu'un esprit de compétition exacerbé apporterait un quelconque bénéfice à l'enseignement et favoriseraient l'acquisition de connaissances. Bien au contraire, les dérives dues par exemple à la compétitivité à outrance se voient hélas tous les jours et il convient de les dénoncer. Toutefois, au vu des échéances à venir, nous concentrerons nos énergies pour que l'école primaire puisse évoluer, se développer dans toute son ampleur. Nous nous activerons afin de couper les sangles qui menacent de l'étouffer. Les budgets présents et à venir doivent prendre en compte les besoins du primaire. Avec le soutien de la population, qui comprend que l'éducation est la seule richesse du futur et qui désire offrir un monde acceptable à sa jeunesse, nous y arriverons !

* président de la Société pédagogique genevoise